

Juppé 2012

Avec (ou sans) Sarkozy?

PASCAL
LOUVRIER



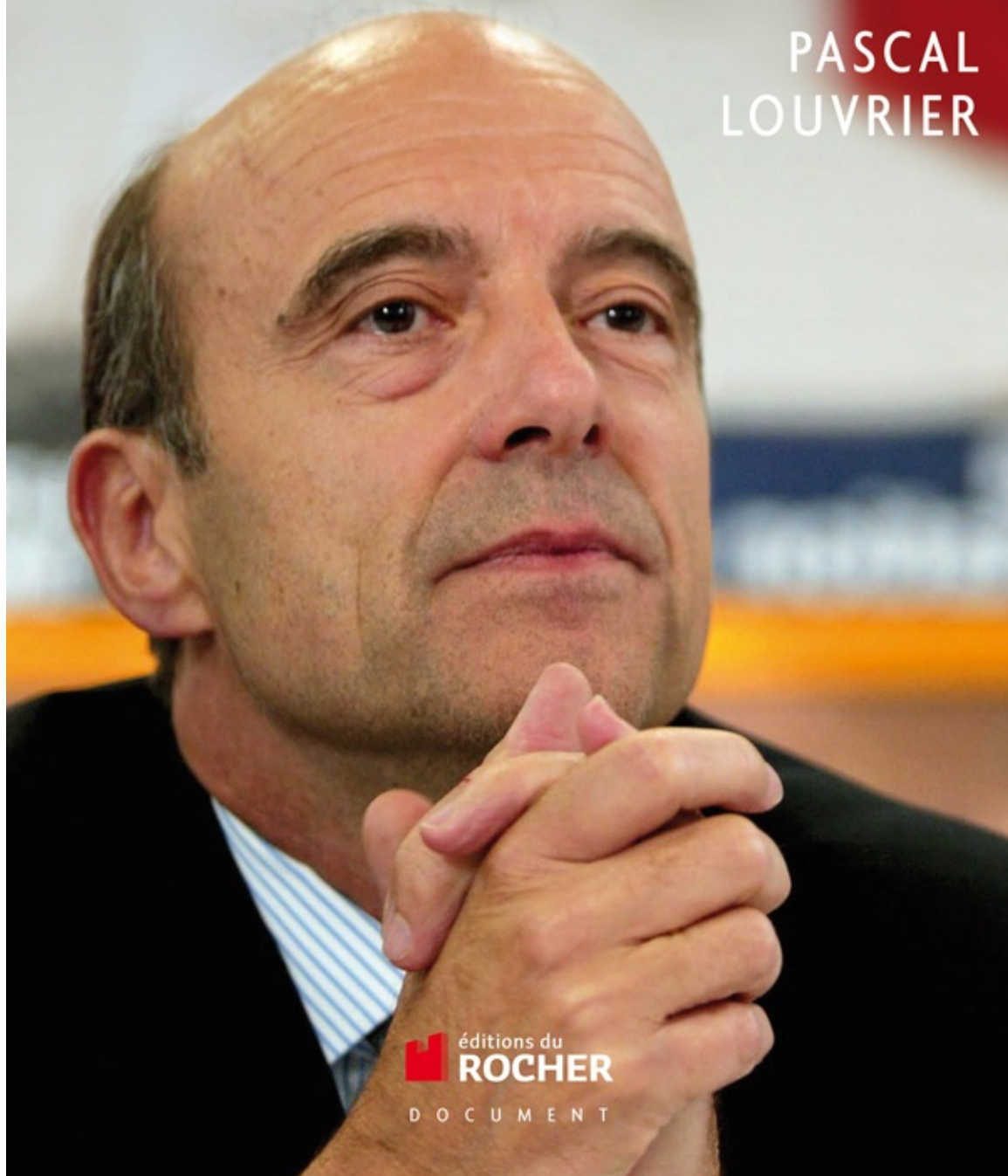
éditions du
ROCHER

D O C U M E N T

Juppé 2012

Avec (ou sans) Sarkozy?

PASCAL
LOUVRIER



éditions du
ROCHER
DOCUMENT

JUPPÉ 2012

DU MÊME AUTEUR

Robert Brasillach, l'illusion fasciste, Perrin, 1989.

Paul Morand, le sourire du hara-kiri, en coll. avec Éric Canal-Forgues, Perrin, 1994 ; Éditions du Rocher, 2006.

Philippe Sollers, mode d'emploi, Éditions du Rocher, 1996.

Préface à Paul Morand, *Bug O'Shea*, Pocket, n° 4439, 1997.

Michel Delpech, mise à nu, Éditions du Rocher, 2006.

Georges Bataille, la fascination du Mal, Éditions du Rocher, 2008.

Mystère Ardant, Éditions du Moment, 2010.

PASCAL LOUVRIER

JUPPÉ 2012

Avec (ou sans) Sarkozy ?



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays.

© Éditions du Rocher, 2011.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

proposés par le plus jeune président de la V^e République, Valéry Giscard d'Estaing. Juppé, lui, annonce que la fête est finie. Dur, dur.

Heureusement qu'il peut souffler parfois en famille. Dans l'appartement de fonction de Matignon, Juppé prend sa petite Clara dans les bras. Instants de bonheur. Le week-end, lorsqu'il n'est pas à Bordeaux, il fait son jogging dans les allées du pavillon de la Lanterne, à Versailles, la résidence de villégiature des Premiers ministres, aujourd'hui occupé par Nicolas Sarkozy, lequel n'a jamais été un locataire de Matignon. Moments de détente indispensables, oui, car il cumule les mandats : chef du gouvernement, maire de Bordeaux, patron du RPR. Pour cette dernière fonction, il laisse Patrick Stefanini gérer la Rue de Lille. Cet énarque austère qui carbure à l'eau plate est un spécialiste de la veste électorale, comme le souligne Jean-François Probst, avec deux défaites cinglantes aux législatives : à Nice en 1995 ; à Paris en 1997, dans le XVIII^e arrondissement, l'ancien fief de Juppé. Ce bureaucrate aime jeter de l'huile sur le feu. En 1996, alors que Balladur, Séguin et Pasqua ont décidé de déposer les armes, Stefanini attaque bille en tête ce dernier ! De la subtile diplomatie qui contraint Juppé à garder un œil sur le parti présidentiel. Stefanini est également son directeur adjoint, poste à partir duquel il va piloter, sous le contrôle de Jean-Louis Debré, alors ministre de l'Intérieur, l'évacuation de trois cents étrangers en situation irrégulière ayant trouvé refuge dans l'église Saint-Bernard, à Paris. Le 23 août 1996, 1 500 CRS enfoncent la porte du bâtiment religieux à coups de hache et évacuent de force les sans-papiers. L'opération devait être menée avec « humanité et cœur », avait précisé Jean-Louis Debré.

Trois ans plus tard, Alain Juppé critiquera cette évacuation pour le moins musclée. Il parlera de « maladresse », ce qui mettra franchement en rogne Debré.

Le Premier ministre délègue peu. Il confirme son tempérament de solitaire crispé. À Bordeaux cependant, son jeune directeur de cabinet, Philippe Pireyre, âgé de vingt-neuf ans, dirige une équipe performante qui abat un énorme boulot pour pallier les absences du patron. Stéphane Grimaldi, son conseiller en communication, est chargé de remettre de l'ordre dans la machine municipale. Depuis l'élection de Juppé au fauteuil de maire, en juin 1995, il refuse le laxisme et tente d'assainir le budget com'. Il rejette toutes les demandes de subventions. C'est clair et efficace. Mais ça surprend et indispose. Que ce soit à la tête du gouvernement de la France ou sur les bords de la Garonne, la méthode Juppé n'accorde pas de place à l'amateurisme, encore moins à la rêverie. Chaque seconde est précieuse, il n'est donc pas question de paraître, de faire semblant, en un mot d'écouter les rasoirs se plaindre. La machine doit tourner à plein régime, en permanence.

Chirac, lui, est sympathique. Il boit de la bière, mange du saucisson, rigole, rend de grands et petits services, sert les mains, toutes les mains tendues vers sa longue silhouette.

Juppé est gris. Son visage se creuse sous l'effort. Ses épaules manquent de force. Il est maigre. Son crâne presque lisse confirme qu'il est un technocrate. Il ne sourit pas, il grimace. Il ne s'avance pas vers l'autre pour lui serrer la paluche, ou l'embrasser, mais pour l'engueuler. Il ne donne pas envie de le suivre pour franchir le pont d'Arcole.

Mais il est toujours là, plus présent que jamais, à l'instant où s'écrivent ces lignes. Et pourtant, en 2004, il était donné mort politiquement quand il fut condamné à une peine d'inéligibilité. Denis Jeambar, journaliste que la haine alimente en circuit fermé, applaudit alors des deux mains et exigea qu'il quitte définitivement la vie politique. L'avocat Arnaud Montebourg se mua en procureur – « la pire des races », selon Roland Dumas –, alors que le maire de Bordeaux était déjà condamné. Mais comme l'a écrit Juppé lui-même, « en politique, il n'y a de mort que physique⁴ ».

Alors, oui, il est là. Il a loupé plusieurs fois la marche, il a perdu l'équilibre, sans toutefois jamais tomber. Il a connu l'exil au Québec, il a eu froid, après avoir eu chaud. Il a été humilié. On l'a traité publiquement de con. Il est revenu au pouvoir comme ministre d'État le temps de poser les cartons. Il ne les a pas ouverts. Il est reparti regarder couler les eaux tourbillonnantes de la Garonne. Il a écrit quelques livres, il a sympathisé avec Michel Rocard. Et il est en train de signer un extraordinaire come-back politique. L'homme est plus que jamais droit dans ses bottes. Il ne reste plus qu'à convaincre l'opinion que cette expression ne signifie pas être psychorigide, militaire à fouet, mais bien plutôt marin au sang-froid, sachant garder le cap, un cap fixé à l'avance, sans ambiguïté. Avis aux agités pleins de tics et de tocs ! La valse est terminée. Les Français ont le tournis, ils sont écœurés et le portefeuille de la France d'en bas est plat.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de son fidèle camarade d'hypokhâgne, Jérôme Clément, homme de gauche et futur président d'Arte, et de celle d'Hubert Védrine, secrétaire général de la présidence de la République, ami personnel de Mitterrand. Avec eux, après un déjeuner au Lutetia, il aime fumer le cigare et boire un whisky.

Cette attitude décontractée de Juppé n'a pas toujours été de mise. Hubert Védrine se souvient : « Mitterrand, au début, ne voulait pas de Juppé au Quai. Il avait tenu des propos très durs contre lui durant la campagne électorale des législatives. Balladur était venu me voir au Plaza Athénée, et je lui avais dit que le nom de Juppé coinçait. Mais il a insisté en m'affirmant que tout se passerait bien. J'ai donc préparé une entrevue Mitterrand-Juppé. Quand ce dernier est arrivé à l'Élysée, je lui ai proposé un café et je l'ai invité à s'asseoir un instant. Il a refusé le café et a tenu à rester debout. Une attitude hyper Juppé, quoi ! Après l'entretien, il avait le sourire, et il a accepté le café. Il était détendu. Mitterrand l'avait certainement trouvé agréable. Ils avaient peut-être évoqué Mauriac ! Mitterrand a rapidement compris que Juppé avait le sens de l'État, qu'avec lui, il y aurait un respect des institutions. Mitterrand ne voulait pas revivre la guerre de la première cohabitation, avec les télégrammes et les messages qu'on escamotait. Il voulait que ce fût apaisé. Il était très fatigué, même si intellectuellement, jusqu'au bout, il est resté d'une vivacité d'esprit incroyable. Avec Juppé, on a vite trouvé un point d'équilibre. Chacun avait son autonomie, mais la situation ne s'est jamais "bunkerisée". Juppé n'a jamais été séduit par Mitterrand, comme d'autres hommes politiques de droite ont pu l'être. Mais son influence était réelle. Mitterrand l'écoutait. »

Concernant l'évolution de Juppé, Hubert Védrine ajoute : « Il

me paraît tracer un parcours sans affectivité. En revanche, son exil canadien de 2005 l'a rendu plus serein et plus libéral. »

Dans son livre de souvenirs, Jérôme Clément écrit, à propos de son ami de cinquante ans : « D'opinions politiques opposées, cela ne nous empêchait pas de poursuivre un dialogue sincère, sur tous les sujets de la vie. Il devint ministre des Affaires étrangères. J'étais content de ce choix, et lui avais dit : “Tu verras, tu t'entendras très bien avec Mitterrand, j'en suis sûr. Mieux qu'avec beaucoup de tes amis⁸.” »

Jérôme Clément rappelle que Védrine lui avait demandé d'organiser un déjeuner avec Juppé afin de mieux cerner la personnalité de ce dernier. Présent au repas, Clément précise : « Le déjeuner avait été utile : Védrine et Juppé étaient deux hommes responsables, de haut niveau, qui pensaient l'un et l'autre à gérer les intérêts de la France, dans une période de cohabitation qui n'était pas simple⁹. »

6

Juillet 1994, le dossier du Rwanda devient brûlant. La télévision diffuse des images de massacres de civils qui terrifient. Un véritable génocide est perpétré contre les Tutsi. Les femmes enceintes sont éventrées, les enfants sont torturés avant d'être abattus. Les corps sont démembrés à la machette. L'Élysée et le Quai d'Orsay sont d'accord pour lancer une opération humanitaire de grande envergure. Balladur hésite. C'est risqué. L'intervention, si intervention il y a, ne doit pas durer longtemps. Il demande conseil à François Léotard, ministre de la Défense, qui n'est pas très chaud non plus. Mais Mitterrand, même très affaibli, garde son instinct de bête politique. Il sait qu'il faut intervenir pour secourir les populations martyrisées. Sentant que le président de la République et le chiraquien Juppé risquent d'être valorisés par l'opération Turquoise, qui consiste à envoyer des soldats français pour établir une zone sécuritaire afin de protéger les civils, Balladur accepte l'intervention, après accord du Conseil de sécurité des Nations unies. Il saute aussitôt dans un avion en direction du Rwanda. Il est accompagné de Léotard. Mais pas de Juppé ! Ce dernier ne décolère pas. « Bon sang, tempête-t-il, si Mitterrand n'était pas aussi mal, on aurait pu tous les deux être là-bas, et pas ceux qui étaient contre ! » De retour à Paris, les traits tirés par le voyage éclair, Balladur réunit les journalistes. Il remercie le ministre de la Défense, et oublie une nouvelle fois Juppé. Fin août, ce dernier a compris : Balladur va se lancer dans la course présidentielle. En quelques mois, le génocide au Rwanda, malgré l'opération Turquoise, aura fait plus de 800 000 morts. Dans le rapport de la mission d'information dont il sera le président, le socialiste Paul Quilès admettra, en 1998, qu'il y a

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Il va falloir batailler et les grèves ont laissé des traces tenaces. En revanche, Bernard Pons et Philippe Séguin désapprouvent la dissolution.

Tout comme Roger Chinaud : « Je suis allé voir Juppé à Matignon, vers 18 heures, entre deux rendez-vous, et je lui ai conseillé de ne pas dissoudre. Changer de majorité pour retrouver la même, je trouvais ça irrationnel. »

Pierre Mazeaud est encore plus direct : il menace de casser la gueule à son vieux complice Chirac s'il fait cette énorme erreur politique. Juppé rend visite à VGE. L'ancien président commence par lui dire à mots couverts qu'il était le seul à pouvoir réussir le passage à l'euro. Juppé pige immédiatement le message : pourquoi ne m'avez-vous pas proposé Bercy ? ! Ensuite, plus venimeux que jamais, VGE lui avoue qu'à la place de Chirac, il aurait changé de Premier ministre, mais certainement pas dissout. Bien. À part cette amabilité ? VGE se veut rassurant. Les élections vont être gagnées par l'actuelle majorité qui gardera environ trente sièges d'avance, ce qui permettra enfin de gouverner tranquillement pendant cinq ans. Le sage a parlé. Juppé quitte le domicile parisien de l'ancien chef d'État, l'esprit serein. Il téléphone néanmoins à Jérôme Monod, le fondateur du RPR, qui l'incite à la plus grande prudence. En bon protestant qu'il est, il n'apprécie guère les déflagrations dont on ne peut jamais mesurer les conséquences. Le scénario de la dissolution, c'est clair : personne n'en connaît l'épilogue.

Juppé fait alors penser à ce personnage de Beckett qui répète *in petto* : « Il faut continuer, je ne peux pas continuer, je vais continuer. » Chirac tranche. Il annonce le 21 avril les élections

anticipées. C'est parti. Impossible de revenir en arrière. Vertigineux ? Probablement.

La campagne sera « brutale et joyeuse », annonce Juppé. Un remake miniature de 1914-1918. Les Français ne comprennent pas les enjeux de cette dissolution. Pour qui, pour quoi faire ? De toute façon, comme le chantait naguère Michel Delpech : « Et toujours le même président. » L'électorat est défaitiste, et la défaite n'est pas loin. Il ne faut pas être normalien pour comprendre cela. L'économie est pantelante, le chômage ne désarme pas, les impôts augmentent, les critères de Maastricht sont contraignants, la mondialisation impose de remettre en cause un certain nombre d'acquis sociaux.

Le rêve n'est plus là. Le souffle manque. Le régime de Vichy hante de plus en plus l'inconscient collectif. Ce n'est pas une parenthèse dans l'histoire de France. Chirac l'a clairement dit dans l'allocution qu'il a prononcée, le 16 juillet 1995, à l'occasion du 53^e anniversaire de la rafle du Vel'd'Hiv, où 4 500 policiers français procédèrent à l'arrestation de 12 884 juifs, lesquels furent ensuite dirigés vers le camp d'extermination d'Auschwitz. Il fallait le reconnaître, c'est évident. Mais il faudra du temps pour se libérer du poids de la culpabilité.

Quant à la guerre d'Algérie, elle creuse la plaie comme le pus sous la peau. Jean-Marie Le Pen, de son côté, fait revivre un passé glorieux à jamais englouti. Il parle de la grandeur de la France, de Louis XIV, de Jeanne d'Arc, du travail, de la famille, de la patrie, devise dévoyée de saint Éloi. Il vend la France de papa que le consumérisme planétaire a réduite à l'état de cadavre. Il vend de la nostalgie. Le FN ne cesse donc de progresser. La France est sous Prozac. Elle est prête à se donner

à ceux qui promettent la lune, c'est-à-dire la semaine de travail ramenée à 35 heures. Elle flirte avec le suicide économique. Par dégoût de soi ? Par abdication de la pensée ? Un peu des deux semble-t-il. Seul Chirac ne comprend pas cette pulsion de mort. Cloîtré dans son bureau de l'Élysée, le président semble devenu autiste.

La gauche, surprise par la dissolution, est vite dans la course. Elle a trouvé la bonne carburation. Elle est mordante. Lionel Jospin en a profité pour revenir sur le devant de la scène en dirigeant la campagne électorale de l'opposition. Battu aux législatives de 1993, l'ancien ministre de l'Éducation nationale tire à boulets rouges sur le RPR. Sans effets de manche, mais froidement, en parfait protestant qu'il est, il tape juste : « Je lance un avis de recherche. Où est le programme RPR-UDF ? » De son côté, François Hollande surnomme le Premier ministre « tête d'impôts ». Juppé encaisse, sans mauvais jeu de mots, comme il avait encaissé, le jour de son discours de politique générale prononcé dans l'hémicycle du Palais Bourbon, le regard moqueur de Franck Borotra, ministre de l'Industrie et ami de Charles Pasqua. Comme il encaisse l'œuf qu'il reçoit sur la tête en sortant d'un bistrot où il vient de serrer quelques mains. « Je suis presque un délit de sale gueule », avoue-t-il à l'un de ses proches collaborateurs. Oui, il est blindé, il ne bronche pas, même quand de nombreux parlementaires RPR lui font comprendre qu'ils auraient souhaité avoir un autre chef de file. Les meetings sont ternes. Les salles ont des chaises vides. Le courant ne passe pas. Le frisson qu'on ressent devant la foule qui applaudit à tout rompre n'existe pas. Juppé est bon orateur pourtant, il sait transmettre la passion, surtout quand il « chauffait » la salle en découpant en deux syllabes le nom de son patron, « Chi-rac ! ». Il roulait pour lui, il y croyait, il savait,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

combats futurs. Il met cap à droite toute, machines à fond. Il est débridé, impertinent, et surtout sans tabou. Il tape sur les 35 heures. Il souligne que l'insécurité gagne du terrain. Il tente de ridiculiser les discours contradictoires de la gauche. Il promet le service minimum dans les transports, la baisse de la TVA, etc. Il y va, sans complexe. Les forces du « ça » illuminent son regard. Lénine, oui, aurait dit : « C'est la répétition générale. » Sarkozy laboure le terrain. Il use ses talons qu'il a fort hauts. Il enchaîne les meetings, les émissions de télé. Il avance, c'est un bulldozer. Il est sorti du purgatoire, c'est sûr. Le paradis est là, un drapeau tricolore flotte au-dessus de la porte principale, des gravillons, des voitures officielles...

Il n'a fait que 12,82 %. Même le tandem Pasqua-Villiers est devant. Juppé, sur les bords de la Garonne, est inquiet. La droite va décidément très mal. Sarkozy, quant à lui, abandonne la présidence du RPR. Chirac lui fait miroiter un avenir plus glorieux que celui de chef de parti. Matignon ? Oui, bien sûr. Dans quelque temps. Il faut encore acquérir de l'expérience, se faire de belles balafres, prendre des coups à l'ego. Matignon, c'est la salle de sport de la politique. On se muscle partout, et on en sort tendineux pour le restant de ses jours.

Juppé, lui, a compris : il faut fédérer la droite. Pour cela, un seul objectif : créer un grand parti. Sinon, c'est « façon puzzle » qu'on retrouvera sa famille politique.

Nicolas Sarkozy rentre au vestiaire. Il ne joue pas le match pour la présidence du RPR. Chirac lui a dit de s'économiser. Il va attendre et soigner son souffle. Son sport fétiche, c'est le vélo. Il se prépare en plaine, s'oxygène le sang, s'endurcit avant les grands cols, là où l'air se raréfie dangereusement. C'est Michèle

Alliot-Marie qui prend la tête du RPR. Sans danger, donc. Sauf pour les « juppéistes », car le maire de Saint-Jean-de-Luz ne les apprécie guère.

9

Revenons à 1998. Une année noire pour Juppé. Après la dissolution de 1997 et son départ de Matignon, il aurait pu espérer, non pas reprendre la main, mais être épargné par les coups durs. Le 8 juillet, son père meurt. Robert Juppé était un homme robuste, agriculteur aux larges épaules, grand amateur de rugby. Cette passion pour ce sport viril l'avait du reste poussé à quitter le Béarn, sa région natale, pour la ville de Mont-de-Marsan. Pendant la guerre, il avait résisté dans le maquis des Landes et participé à la libération de cette ville d'adoption. Il avait épousé Marie Darroze en 1944, la future mère d'Alain. Cette dernière avait déjà deux enfants, Jean-Gabriel et Jeanine, respectivement nés en 1935 et 1930. Elle avait divorcé en 1938 – ce qui était rare dans la France de l'entre-deux-guerres –, son premier mari n'étant pas, semble-t-il, fait pour la vie de famille. Robert ne possédait ni fortune, ni diplôme. Enfin si, le certificat d'études, ce qui lui avait permis de maîtriser l'orthographe. Comme la jeune Marie avait des terres, il accepta de les entretenir. Levé tôt, il partait travailler sans dire un mot. Il était dur à l'effort, avare, colérique et droit. Il se disputait régulièrement avec Marie, n'hésitait pas à être parfois violent avec elle, comme il n'hésitait pas à flanquer une taloche à Alain quand il jugeait qu'il le méritait. Sinon, il était républicain, laïc, et animait avec rigueur la section locale du RPR. Il admirait le général de Gaulle, et il fut ému, sans qu'il le lui dise jamais, de voir son fils, Alain, écouter les discours radiophoniques de l'homme du 18 Juin, dès l'âge de quatorze ans.

Oui, c'était un grand colérique. Alain Juppé, en 2009, avoue : « La clameur des disputes n'avait pas de mal à franchir la mince cloison qui séparait la chambre parentale de la mienne. J'en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

participions à l'association "J'ai faim" qui tentait d'apporter de l'aide aux pays défavorisés. J'ai retenu une chose de lui, très importante. Quand on lui fait une vacherie, il ignore la personne. Il n'a pas de temps à perdre en règlements de comptes. »

En entrant dans l'adolescence, Alain devient plus renfermé. Il passe des heures dans sa chambre, une grande pièce située au premier étage de la maison de famille. La fenêtre donne sur la cour. Une table, un lit, une armoire rustique et une bibliothèque. C'est à peu près tout. Le jeune homme s'adonne à la lecture, ce vice impuni – pour reprendre la formule de Valéry Larbaud – ; il écoute de la musique classique ; il nourrit son esprit au moment où celui-ci retient tout. C'est un maniaque de l'ordre. Il ne supporte pas un crayon mal taillé ou un cahier qui dépasse de la pile. Il ne laisse à personne le soin de faire le ménage. La poussière l'indispose au plus haut point. On frappe à la porte de sa chambre, il se lève et va ouvrir. On n'entre pas comme ça dans son univers sous contrôle. Martine se souvient qu'il prêtait difficilement ses livres. Quand il le faisait, il remplissait une fiche sur laquelle il marquait l'état exact du livre. Si sa sœur cadette avait le malheur de le rendre avec une pliure ou une trace suspecte, son visage s'empourprait et la malheureuse était privée d'un autre ouvrage.

Alain apprécie tout particulièrement *Les Nourritures terrestres*. Gide enseigne la ferveur et la sensualité, la jouissance subversive. Il évoque sans cesse la liberté comme principe premier de l'existence. Il choisit la grâce contre la loi, affirmant une différence élective. Il parle de nomades, de caravanes chargées d'épices sentant l'ambre. Il invite à la contemplation d'un soleil couchant. Cela semble plaire à cet adolescent sans adolescence, confiné dans sa cellule austère, vivant déjà comme

un rond-de-cuir. C'est un être contradictoire. Le feu couve dans la boîte crânienne. Le jeune homme écrit, cherchant à fuir l'enfermement psychologique où le confine la « Tsarine » : « Bleu de mon rêve, où je régnerai seul [...] ²³. » C'est un hypersensible aux traits fins, presque efféminés, comme le confiera Christine, sa première épouse, en le découvrant sur un quai de la gare de Lyon. Peut-être même pleure-t-il en cachette, après avoir lu la poésie de Péguy, cette poésie qui ouvre sur une mystique de l'espoir. Mais il convient de se caparaçonner. Le père est dur, violent et parfois grossier. La mère ne souffre pas la moindre faiblesse. Elle ne le voit pas tel qu'il est, mais tel qu'elle a voulu qu'il soit. Définitivement. Ils sont, chacun dans leur genre, impénétrables.

Pas de faille, pas de doute. Aucune fragilité suspecte. Pas même une pointe d'accent. Une mécanique intellectuelle superbe dans une enveloppe gracile. Christine, sur le quai, le train au bout en partance pour Athènes, voit un garçon portant un polo Lacoste noir (à l'époque ils sont blancs pour la plupart), et des chaussettes dans ses nu-pieds. Elle pense immédiatement qu'il se protège. Elle est intriguée. Et comme il se dégage de sa personne un charme pénétrant, elle en tombe amoureuse.

Revenons au lycée Victor-Duruy. Son éducation, on l'a compris, laisse peu de place à l'improvisation, encore moins à l'imagination. Il passe de classe en classe, tête et corde. Son professeur de français l'inscrit au concours général. Il a quinze ans et demi. Il rafle deux premiers prix, en français et en latin. Un contresens en grec le prive du triomphe. Il fulmine en serrant les poings.

Son professeur d'histoire a un jugement extrêmement sûr :

Alain doit faire l'ENA, après Normale sup'. La voie royale, en somme. Il lui faut également changer d'air, découvrir des horizons nouveaux. D'abord l'Espagne. Les parents d'Alain possèdent un appartement près de Bilbao. Ensuite la Grèce. Le rêve pour Juppé. Mais sa mère va-t-elle accepter ? Oui, puisqu'il s'agit d'un séjour didactique. Avec, en prime, un coup de foudre, et réciproque, pour Christine Leblond, une fille de médecin venue de Saint-Cloud. Et Athènes, alors ? Un lieu où souffle l'esprit, avec une lumière indicible. Quelque chose qui indique que les dieux ne sont pas une invention humaine. Il y a, derrière ces ruines, une force extraordinaire, qu'on ne peut ignorer.

Puis c'est l'année du bac. Une angine le cloue au lit le jour des épreuves. Il se présente à la session de septembre, et n'obtient que la mention assez bien. Madame Juppé ne décolère pas contre son fils. Ce résultat est mauvais. Alain veut quand même fêter le diplôme. Il demande la permission à sa mère d'organiser une surprise-partie, la première de sa vie. Refus catégorique de la « Tsarine ». Alain ne mérite pas de se détendre. Il a failli. Heureusement que sa sœur aînée et son mari mettent le sous-sol de leur maison à la disposition du bachelier et de sa bande de copains et copines.

L'itinéraire de l'enfant surdoué va se poursuivre dans la capitale. « À nous deux, Paris ! » Juppé, un personnage de Balzac ? Bien sûr, mais la grâce en plus. La timidité aussi. Le Quartier latin, Louis-le-Grand, l'hypokhâgne, ça fait beaucoup de changement pour le Landais qui n'a que dix-sept ans. Le travail sera plus intense. Les rivalités seront plus grandes entre les étudiants. L'élite l'attend de pied ferme. Et puis, il quitte la grande maison de famille, sa chambre, les soirées devant la cheminée. Il quitte surtout sa mère et se retrouve face à lui-

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

prend pas un portable pour téléphoner. On sait que les enfants auront un métier plus rémunérateur que les parents. L'ascenseur social, ça marche. Les banlieues sont tristes, mais sûres.

L'inspecteur Juppé, sérieux, cravate et cheveux, déboule chez ce pauvre percepteur terrorisé. Ce qu'il ne sait pas, c'est que le jeune Juppé est aussi terrorisé que lui. C'est le temps de l'apprentissage. On reconnaît le terrain, on lit la peur dans le regard de l'autre, on évite les pièges, on s'affirme. On fait ses gammes.

Puis le jeune Juppé va visiter plusieurs ambassades durant quatre mois. Pierre Mayeur, inspecteur des finances auprès de Michel Jobert, alors patron du Quai d'Orsay, réclame une enquête sur les relations culturelles de la France dans un certain nombre de pays. Le destin frappe à la porte de Juppé. Le Quai d'Orsay, déjà, en 1974.

Valse des pays à visiter avec un nouvel ami, Michel Bon. Ensemble, ils se rendent dans neuf pays. À Alger, lors d'un dîner, ils apprennent la mort de Georges Pompidou. Nous sommes le 2 avril 1974. Une ère nouvelle s'ouvre. Le futur président de la République sera un sigle : VGE. Comme on dira plus tard, dans d'autres circonstances, DSK.

Le corps de Pompidou n'est pas encore froid que Chaban-Delmas se déclare candidat. Chirac lance une roquette sur Chaban qui prend feu. VGE voit un boulevard s'ouvrir devant lui. Il maîtrise le candidat de la gauche, François Mitterrand, lors d'un débat télévisé resté célèbre pour cette petite phrase assassine : « Monsieur Mitterrand, vous n'avez pas le monopole du cœur. » Touché, coulé. VGE, ancien inspecteur des finances,

devient président de la République. Il a quarante-huit ans. Le gaullisme appartient désormais aux livres d'histoire. Juppé retient le parcours de Giscard, son âge. Personne ne sait qu'il s'agit en fait d'un destin brisé. Michel Bon et lui remettent le rapport de leur tournée mondiale. Mais Jobert est parti écrire des livres. Son successeur, Jean Sauvagnargues, regarde le travail des deux jeunes gens tout fiers. « Mettez-le là. » Et d'un doigt distrait, il leur montre la corbeille à papiers.

Juppé rentre chez lui. Il embrasse femme et enfant. Une petite humiliation n'aura pas raison de son ambition. Il sera un brillant fonctionnaire des finances.

Mais le destin a l'œil sur ce garçon pétri de qualités. Un coup de pouce, et le voilà propulsé sur la scène d'un théâtre où la gloire le dispute à l'humiliation.

12

VGE a décidé de moderniser la France, de la décriper, malgré le choc pétrolier, consécutif à la guerre du Kippour, qui sonne le glas des « Trente Glorieuses ». Le baril de brut flambe, l'inflation galope, le chômage progresse, la production industrielle chute. La France, en réalité, s'enfonce dans une maladie de langueur. Paul Morand, écrivain sulfureux dans les années 1920, note dans son *Journal inutile* : « Giscard a commandé une *Marseillaise*, ancien style, pour demain 11 novembre [1974]. C'est un vrai novateur. L'hymne ressemble maintenant à un cantique belge. Ce chant guerrier est devenu un somnifère. »

Quelques verrous sautent néanmoins. La loi rattrape l'évolution des mœurs. Majorité civile à dix-huit ans, pilule remboursée, droit à l'avortement, divorce par consentement mutuel... Sur le plan politique, rien n'est simple pour VGE qui ne dispose pas d'une majorité personnelle. Il doit en permanence composer avec les 183 députés UDR, gaullistes, pour pouvoir gouverner. Ainsi s'explique la décision, en 1974, de nommer leur chef, Jacques Chirac Premier ministre. C'est dans un contexte tendu que le jeune énarque Alain Juppé va faire son entrée en politique. Jérôme Monod, directeur du cabinet du Premier ministre, lui propose de devenir « la plume » de Jacques Chirac. Jacques Friedman, ami du Premier ministre, et patron de Juppé à l'Inspection, a servi de courroie de transmission. Il apprécie l'érudition et la discrétion du normalien. Ce dernier habite alors à Fontenay-aux-Roses avec Christine, Laurent et Marion, âgée de trois ans. Nous sommes en mai 1976. Il fait beau. Il a rendez-vous avec Jacques Chirac, à Matignon. Il porte un blazer bleu et un pantalon gris anthracite. Classique. Il est intimidé quand il

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

rappelle Probst avec gourmandise, Alain me demande : “C'est qui ce mec ?” Il n'avait pas reconnu Frédéric Salat-Baroux, alors secrétaire général de l'Élysée sous Chirac, et désormais mari de sa fille Claude ! » Il ne parvient pas à fédérer autour de lui une équipe qui soit capable de passer d'une journée épuisante à une soirée de détente. Ce n'est pas qu'il n'aime pas rire, ce n'est pas qu'il a oublié d'être charmant, non, il n'en a tout simplement pas le temps.

Ses aînés comprennent qu'il est désormais un fidèle de Jacques Chirac. Les inimitiés deviennent réelles et pesantes. La jalousie peut se révéler meurtrière. Derrière lui, on aigüise les couteaux. Charles Pasqua, par exemple, n'apprécie guère ce « crâne d'œuf, pète-sec ». Quand il se rend au siège du RPR, rue de Lille, il sent sur lui les regards hostiles des apparatchiks dans l'attente d'une circonscription. Ce qu'il voit moins, semble-t-il, ce sont tous ces cadres militants qui travaillent activement pour leur chef, Jacques Chirac. Il est trop tôt pour parler d'emplois fictifs puisqu'il n'existe aucune loi pour les condamner. Quand il deviendra, en 1988, secrétaire général du RPR, il héritera de ces pratiques interlopes.

Alain Juppé devient également la boîte à idées de l'opposition gaulliste avec la création du Club 89. Michel Aurillac et Nicole Catala l'accompagnent dans cette entreprise visant à bâtir la plate-forme RPR-UDF pour les législatives de 1986. Certaines thèses libérales empruntées au programme de Ronald Reagan et Margaret Thatcher sont développées sans complexe, ce qui effraie Philippe Séguin et Charles Pasqua. La fibre sociale du gaullisme va-t-elle être dissoute dans un libéralisme pur et dur ? Juppé parle davantage de « méthode » que d'« idéologie ». Après un voyage de cinq semaines aux États-Unis, il est convaincu que

la libre entreprise peut vaincre la maladie de langueur dont est victime l'économie française. Il faut réduire l'assistanat et proposer aux Français des emplois. Il est également urgent de mettre l'État au régime. Le svelte Juppé sait de quoi il parle.

Sur le plan national, pourtant, on commence à laisser courir les déficits...

En 1983, il tape du poing sur la table. Il sera candidat aux élections municipales dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Il ne supporte plus le bureau 6097 du directeur des finances de la ville de Paris. Il lui faut respirer l'air pur et user la semelle de ses chaussures. La butte Montmartre l'attend avec ses pavés disjoints.

À droite, l'homme fort s'appelle Roger Chinaud. C'est un UDF, ami de Giscard. Depuis la défaite de ce dernier aux présidentielles, rien ne va plus entre les deux grandes formations RPR et UDF. Chinaud a été battu aux législatives de juin 1988. Entre les deux tours, un tract du responsable local RPR soulignait que Claude Estier, candidat PS, et Roger Chinaud, c'était la même chose. Conclusion : aucune raison d'aller voter. Bonjour l'ambiance.

À gauche, Lionel Jospin, patron du PS, est tête de liste. Derrière lui, on trouve Claude Estier, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant. L'élection devient un véritable test national. Jacques Chirac négocie avec Chinaud pour qu'il cède la place de numéro 1 à Juppé. Une discussion stérile s'engage puisque, s'il est élu, le Landais n'occupera pas le fauteuil de maire, étant nommé adjoint aux finances par Chirac.

Juppé se lance dans la bataille avec une certaine appréhension. Un troisième échec électoral risquerait en effet de ternir sa carrière politique, pour ne pas dire plus. Les socialistes accueillent la candidature de Juppé en se marrant. Personne ne croit que ce provincial coincé réussira à s'imposer dans un arrondissement aussi hétéroclite que le XVIII^e. Son allure de gendre bon chic bon genre, avec duffle-coat et chaussures à bout fleuri, peut certes passer rue Caulaincourt où il a installé sa permanence, mais dans le quartier de la Goutte-d'Or, c'est franchement suicidaire.

Oui, l'arrondissement est difficile. Il est à la fois bourgeois, bohème, artiste, populaire, avec une importante concentration d'étrangers. Le FN atteint des scores dépassant les 15 %. Juppé, c'est donc Mauriac dans l'univers de Zola. Au début, il patine. Sur les marchés, dans les bistrots de la rue Lepic, chez les commerçants de la rue du Poteau, on le charrie. On l'appelle « Jupin », ou « Monsieur Jupe ». Certains militants UDF, malgré la présence du convivial Roger Chinaud, l'accusent d'avoir fait battre VGE en 1981. Juppé s'énerve. Il serre les dents, les mâchoires se crispent. Jacques Chirac vient lui donner un coup de pouce. Ils se retrouvent chez Michou, grande figure fédératrice de Montmartre. Son cabaret devient le QG de campagne du candidat Juppé.

Voilà pour l'écume. En profondeur, le candidat RPR n'a rien laissé au hasard. La gifle de l'impossible victoire en terre landaise, très « rad-soc », a servi de leçon. Son équipe de campagne lui a constitué des fiches complètes sur les différents quartiers. Les tracts circulent, sur les marchés, dans les boîtes aux lettres d'immeubles, à la sortie du métro. Juppé n'évite aucun quartier. Il tient tête au parti de Jean-Marie Le Pen. Il n'hésite

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Après la défaite mémorable de Jacques Chirac, certains barons du RPR prennent leur distance. Balladur songe déjà à la prochaine présidentielle qui peut venir plus vite que prévu. On sait que Mitterrand est gravement malade. Lui-même avoue qu'il ne finira probablement pas son mandat. Info ou intox ? Dans le doute, il faut se tenir prêt. L'ancien conseiller de Pompidou crée sa propre structure « pour réfléchir », dont les bureaux sont boulevard Saint-Germain. Ce n'est jamais violent avec Balladur, mais on sent qu'il s'émancipe. Pasqua, de son côté, en a marre de jouer les chauffeurs de salle. Le Corse n'admet plus les maladresses et les coups bas du maire de Paris. Il reste convaincu que le putsch de Sarkozy à Neuilly a été préparé avec son accord. Et puis il ne supporte plus d'entendre Chirac « juppéter » en permanence. Est-ce que Mitterrand prononce de l'Attali à longueur de journée ? Pasqua s'installe boulevard de la Tour-Maubourg. L'espace se libère. Juppé pourrait en profiter, d'autant plus que le parti est difficilement gérable, surtout depuis le référendum du 6 novembre 1988 sur le statut de la Nouvelle-Calédonie. Le Premier ministre socialiste, Michel Rocard, futur ami de Juppé, demande aux Français de ratifier les accords conclus entre loyalistes et indépendantistes. Tout le monde a compris que l'indépendance du Caillou est en point de mire. Le RPR se déchire aussitôt sur la position à adopter. Deux camps s'affrontent. Soit c'est le « non », pour éviter de soutenir le gouvernement ; soit c'est le « oui », et là, on s'aligne sur la position de l'UDF. Ça bataille ferme. Ça s'étripe même. Résultat : à 80 % le comité central se prononce pour une non-participation active. En effet, le mot « abstention » n'existe pas dans le petit livre du militant RPR. Philippe Séguin en profite

pour se singulariser en appelant à voter « oui ». Quand on a un problème d'identité, on choisit toujours d'être à contre-courant.

Juppé rit jaune. Le visage crispé, il avoue que « l'apprentissage de la démocratie se fait un peu par obligation au sein du mouvement qu'il préside ».

Le camp du « oui » l'emporte haut la main. Les accords de Matignon du 26 juin 1988 sont donc entérinés.

Alain Juppé se lance dans la modernisation du RPR. On ouvre les fenêtres, on renouvelle l'air. Son esprit structuré s'acquitte à merveille de cette tâche. Juppé forme une équipe dynamique et professionnelle. Il supervise, n'hésitant pas à déléguer. Il a tort, car si des malversations sont découvertes, il sera tenu pour responsable, le super chef étant intouchable...

Il lui arrive aussi de faire comme on dit une boulette. Par exemple, l'agrégé de lettres classiques ne rend pas hommage au poète Francis Ponge, décédé le 6 août 1988. Ce n'est pourtant pas souvent qu'on voit un intellectuel de sa trempe quitter violemment le parti communiste en 1958 pour rejoindre la famille gaulliste. Ça se paie cher une telle décision dans un pays où la culture, dit-on, est à gauche.

Il nomme le maire de Neuilly secrétaire général adjoint chargé des fédérations. Le poste est important. Il permet d'avoir un regard général sur le mouvement. Le Landais reconnaît les qualités de Sarkozy. Il est pugnace et déborde de vitalité. Jacques Chirac l'apprécie. Parfois un peu trop. Il doit donc l'avoir à l'œil, d'autant plus que son ambition est hors norme.

L'image de Juppé, à cette époque, est incertaine. Ministre du Budget sous la première cohabitation, député de Paris, apprécié des habitants de Montmartre, mais encore ? On sait qu'il n'est pas commode. Il dit toujours non à tout. Il faut revenir à la charge avec des arguments particulièrement pertinents pour espérer le voir changer d'avis. Là, il peut finir par se laisser convaincre. Il n'a pas d'état d'âme. Il refuse les attermolements. Bref, si tu es indolent et susceptible, passe ton chemin.

Un coup de Trafalgar se prépare au 123, rue de Lille, siège du RPR, qui peut propulser Juppé sur le devant de la scène. Nous sommes en 1989. Les élections européennes arrivent. Douze hommes qui vont se baptiser eux-mêmes « Les douze salopards », en référence au film du réalisateur américain Robert Aldrich, vont chercher à se débarrasser des vieux duettistes de la droite, Chirac et Giscard. Parmi les douze hommes en colère, citons les rescapés politiques de ce coup d'État foireux : François Bayrou, Philippe de Villiers, Michel Barnier et surtout le taciturne François Fillon. Ils ont à peine quarante ans. Ils veulent rénover la droite. Juppé, qui a quarante-trois ans, veut rénover le RPR, sans renverser l'icône du parti : Chirac. Il pourrait se joindre aux putschistes. Il y a un beau coup à jouer. Mais il est, et restera, loyaliste. Et lorsque les douze récalcitrants décident de créer leur propre liste unique aux européennes de juin 1989, Juppé s'étrangle et tempête. Lui, il est numéro 2 sur la liste RPR-UDF conduite par Giscard. Et comme il déteste le désordre, il va leur barrer la route. D'abord, le Landais dialogue, se montre ouvert. Il gagne du temps, et il a raison, car la petite troupe se disloque assez vite. Elle soutient néanmoins la liste de Simone Veil, qui ne recueille que 8,42 % des voix contre 28,9 % pour celle du tandem VGE-Juppé. La claque est sévère. Séguin et Pasqua, qui soutenaient en sous-

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'être copain. Il n'est pas paternaliste. Il maintient les distances, et déteste les familiarités. Sa rigueur morale est proche de celle des jansénistes. Il n'essaie pas de plaire. Son obsession, c'est de faire. Et pourtant, c'est un être attachant, de grand talent et d'une efficacité redoutable. Il est terriblement pudique. Fidèle, également. Je le souligne, car la fidélité n'est pas de mise en politique. Je me souviens, en 1995, il nous a réunis et nous a dit : « Je ne veux pas entendre un mot contre Chaban ! » Avec lui, il faut, en toutes circonstances, respecter le « père ». »

Stéphane Grimaldi ajoute : « Il est fidèle mais ne sait pas fidéliser ses collaborateurs. De guerre lasse, on finit par se barrer. »

Efficacité dans le travail. Silence radio en dehors. Le mélange des genres n'est pas pratiqué chez le locataire de l'Hôtel de Rohan. Si vous lui demandez des nouvelles de la petite Clara, née à Matignon, il se rétracte comme l'huître sous la goutte de citron. C'est pourtant rare un enfant qui naît quand on exerce la fonction de Premier ministre, voire de président de la République. On est tenté par la surexposition médiatique. L'appel des urnes ! Chez Juppé, non, on reste discret. Comme l'a noté dans son journal Paul Claudel : « L'armure quand on en a pris l'habitude devient aussi confortable qu'une robe de chambre. »

Les Bordelais vont apprécier les réalisations entreprises par l'équipe municipale. Alain Juppé, en effet, devient député de Gironde le 1^{er} juin 1997, après la désastreuse dissolution de l'Assemblée nationale. Il est réélu maire de Bordeaux le 11 mars 2001, dès le premier tour, avec 51 % des suffrages. Sa politique, notamment en faveur des quartiers défavorisés, a porté ses fruits.

Il sait rassembler au-delà de sa famille de pensée. Dans la foulée, il conserve la présidence de la Communauté urbaine. La gauche plurielle, majoritaire sur le papier, n'a pas joué la carte de l'union.

La campagne électorale de Juppé a donc sonné juste. Incontestablement, l'homme devient de plus en plus populaire. Il semble avoir fait sienne cette remarque de Montesquieu qu'il cite dans la biographie³⁵ qu'il a consacrée en 1999 à l'auteur de *L'Esprit des lois* : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie ; il ne faut pas être au-dessus des hommes ; il faut être avec eux. »

Comme Alain Juppé le fut avec les Bordelais le 27 décembre 1999. Au cœur de la nuit, le préfet le réveilla brutalement pour lui annoncer qu'il fallait songer à évacuer la ville ! Quelques heures plus tôt, la centrale nucléaire du Blayais, située sur la rive droite de la Gironde, avait perdu trois de ses réacteurs, à la suite de la tempête Martin et d'une inondation, la digue protégeant le site n'étant pas assez haute pour contenir les fortes vagues. Pendant environ treize heures, on frôla la catastrophe. Rien à voir donc avec les tracasseries quotidiennes du chantier du tramway infligées aux Bordelais...

Serge July a signé en 2001 un livre d'entretiens³⁶ avec Alain Juppé. À la fin de ce face-à-face insolite entre un journaliste de gauche et un homme politique gaulliste, July déclare : « Au fond, Juppé est quelqu'un d'émouvant. » Trois ans après, le maire de Bordeaux est émouvant parce qu'un homme à terre, à moins qu'il soit un criminel, l'est.

Nous sommes le 30 janvier 2004, dans la salle du tribunal correctionnel de Nanterre. Après six ans de procédure, à la suite de sa mise en examen pour emplois fictifs au RPR par le juge Patrick Desmure, Alain Juppé est condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et dix ans d'inéligibilité. Le choc est terrible. Juppé, l'homme droit dans ses bottes, a, selon les termes du jugement rendu, « trompé la confiance du peuple souverain ». Après la traversée du désert imposée par la dissolution de 1997, voici le temps de la Crucifixion. En entendant l'extrême sévérité du verdict, Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre, ne peut contenir ses larmes. Juppé, lui, est K.-O. Jean-François Probst, avec son franc-parler habituel, lance : « Il a pris un Niagara de merde sur la gueule ! » L'un de ses avocats, Francis Szpiner, décide aussitôt de faire appel. Juppé cherche le regard de sa femme dans l'assistance. Isabelle est là, présente, veillant sur celui qui, soudain, n'est plus qu'un homme en miettes. Ils vont échapper à la meute des journalistes, direction Honfleur. Un plan de fuite digne d'un polar a été soigneusement préparé. Juppé et son épouse se séparent à la sortie du tribunal. Chacun saute dans sa voiture. Les journalistes les suivent, la berline de Juppé étant escortée de motards. Arrivé à Vaucresson, le maire de Bordeaux enfle un jean, saute dans une voiture et prend le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Alain Juppé persiste et signe. Soupçonné, en tant qu'adjoint aux finances de la mairie de Paris, d'avoir avalisé la mise à disposition de sept chargés de mission de la Ville auprès du RPR, le maire de Bordeaux déclare, dès le premier jour du procès en appel : « Je n'ai joué aucun rôle dans l'embauche de ces personnes qui, pour moi, effectuaient un réel travail pour la ville de Paris. »

Verdict définitif : un an d'inéligibilité, quatorze mois de prison avec sursis.

Extrait des attendus du jugement du tribunal de Versailles : « Il est regrettable que Monsieur Juppé, dont les qualités intellectuelles sont unanimement reconnues, n'ait pas cru devoir assumer devant la justice l'ensemble de ses responsabilités pénales et ait maintenu la négation de faits avérés. »

La digue a tenu. Au contraire, il a fait son devoir de chef de famille (politique). Il se tait et paie. Le tribunal reconnaît par ailleurs qu'Alain Juppé « n'a tiré aucun enrichissement personnel de ces infractions commises au bénéfice de l'ensemble des membres de son parti, dont il ne doit pas être le bouc émissaire ». L'expression « bouc émissaire » figure dans les attendus du jugement. L'honneur est sauf. Mais il n'est plus qu'un simple citoyen lorsqu'il quitte la salle d'audience. Le « meilleur » trébuche sur la dernière marche.

Édouard Philippe précise : « Juppé a dérouillé, vraiment. Le sol s'est dérobé sous lui. Ce pour quoi il se préparait, l'élection présidentielle de 2007, ce but-là, soudain, a été pulvérisé. Mais

il est resté d'une dignité incroyable. Et debout ! Il a tout encaissé sans rien laisser paraître. Il était pourtant ravagé par une grande tristesse intérieure. Dès lors qu'il a été condamné, le téléphone ne sonnait plus. Il a payé pour un système dont tout le monde a profité. Du reste, le procès en appel a été moins infamant pour lui. La personnalisation n'existait plus. C'est le système qu'on condamnait. »

Philippe ajoute : « On comprend pourquoi, aujourd'hui, il protège tant sa vie privée. Il a trop pris de coups. Il est secret par nature, mais également par nécessité. La condamnation en appel a été une épreuve pour sa fille, Clara. En 1997, elle était toute petite. Elle est passée à travers le tumulte de la dissolution ratée. Mais en 2004, elle avait presque neuf ans. Il a besoin d'avoir un espace réservé impénétrable. »

Notons qu'en 2010, un accord entre Jacques Chirac et le maire de Paris, Bertrand Delanoë, sera conclu. Celui-ci débouchera sur le remboursement à la municipalité du coût des emplois fictifs reprochés à l'ancien président de la République et maire de la capitale. Me Jean Veil, avocat de Chirac, évoquera des « emplois litigieux mais légitimes et utiles à la ville de Paris et aux Parisiens ». Moyennant la somme de 2,2 millions d'euros, la ville de Paris acceptera de retirer sa constitution de partie civile au procès de l'ancien chef de l'État. Cet accord reconnaîtra implicitement le système des emplois fictifs, accord organisé par Jacques Chirac lui-même dans le but de négocier la tranquillité de sa retraite.

Durant le procès de Versailles, Alain Juppé s'est éclipsé discrètement, après avoir demandé la permission à la présidente de la cour d'appel. Motif : « Maman est morte. »

Comme dans une tragédie grecque, le destin frappe au plus mauvais moment. À quatre-vingt-quatorze ans, Marie Juppé est décédée. Elle ne saura jamais que son fils a été condamné par la justice de son pays. Son fils qu'elle a préparé mentalement et psychologiquement à devenir le meilleur de tous. Une pression terrible depuis l'enfance. Trimer dur, regarder toujours plus haut, être orgueilleux jusqu'à paraître inhumain. Ne jamais contester l'autorité qu'elle soit naturelle ou sociale. Servir la nation, c'est-à-dire la mère de substitution. Ne rien rater, ne pas faillir. En un mot, ne jamais décevoir celle qui incarne l'exigence suprême : Marie.

Troublante coïncidence. Au moment où Juppé peut se « libérer » de l'emprise maternelle, où l'obstacle, au sens psychanalytique, s'efface, la justice le place hors-jeu.

Si Sarkozy marche sur le boulevard du crime, Juppé est face à un champ de ruines. L'un est à la conquête des Français ; l'autre est dans la réappropriation de soi.

Pour l'instant, il faut démissionner de ses mandats électoraux. Il n'est plus ni député de la Gironde, ni maire de Bordeaux. Hugues Martin, son premier adjoint depuis 1995, reprend son fief, le 13 décembre 2004. Juppé dit au revoir à ses plus fidèles collaborateurs. Il souffre vraiment. « C'est un homme blessé », lâche Stéphane Grimaldi. Juppé, lui, avoue : « Si j'oublie un instant les chagrins familiaux qui sont d'un autre ordre, d'une autre cruauté, je crois n'avoir jamais éprouvé de ma vie pareille douleur. » Tout cela, en réalité, est mêlé. Le départ de la mairie de Bordeaux fait terriblement mal parce qu'il rompt le pacte tacite entre sa mère, la « Tsarine », et lui. La peur de l'échec cède la place à la culpabilité. La fêlure change de nature. La

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Ça a commencé comme ça. Une grosse fête au Fouquet's. Une soirée chic et toc. Le début de la rupture. La fin de la droite gaulliste, celle qui se lève tôt, trime dans le froid, vit sur le paillason des métropoles, se casse les lombaires à joindre les deux bouts. La droite sociale, oui, incarnée par le général de Gaulle, ne s'y retrouve pas. C'est la rupture, en effet, avec sa propre famille. Le malentendu est immédiat.

Le restaurant des Champs-Élysées voit défiler les stars de la Sarkozie. Johnny Hallyday, Richard Virenque, Enrico Macias. Et puis, sans aucune discrétion, les grands patrons du CAC 40 font leur entrée sur scène. Bouygues, Arnault, Bolloré, Proglío, etc. Un coup de *Marseillaise*, place de la Concorde, avec l'inoxydable Mireille Mathieu, et le tour est joué. Le président Sarkozy va décoincer la vieille France. Lifting, botox, injections diverses. L'argent est la valeur de référence. Les people forment la nouvelle classe dominante. Le chef de l'État a des peines de cœur, ça se sait. Il martyrise la syntaxe, ça s'entend. Il insulte le type qui refuse de lui serrer la main, ça passe en boucle dans les médias. Il trouve rasoir *La Princesse de Clèves*. Bref, il est comme tout le monde. Il devrait y avoir identification immédiate. Pas sûr. Il va se ressourcer sur un yacht de milliardaire, au large de Malte. Même pas en France ! Là, il pousse un peu. Dans les campings, entre le Ricard et la merguez grillée, les dents grincent déjà. Ce n'est que le début d'une longue histoire de désamour avec les Français.

Mais comment demander à cet homme d'épouser une autorité quasi monarchique alors qu'il a toujours appris à se débrouiller sans référent paternel ?

Juppé est surpris par la tournure des événements. Déjà, lorsque Sarkozy lui avait proposé de prendre la présidence de l'UMP par intérim, après son intronisation comme candidat, il avait cru à une hallucination auditive. Mais là, les propos et la méthode abrupte l'indisposent. Le terme de rupture ne passe pas. Il était Premier ministre voilà un peu plus de dix ans. Il se sent donc visé. Ensuite, durant la campagne, même s'il avait joué la carte de l'union, le maire de Bordeaux s'était vite rendu compte qu'il ne ferait pas partie du dernier carré. À la fin des meetings, il restait à l'écart. Il était nostalgique des accolades de Jacques Chirac. De plus, il savait qu'il ne serait pas Premier ministre. Le rôle allait revenir à François Fillon, l'homme qui avait dit « non » au traité de Maastricht, s'alignant ainsi sur la position de son mentor, Philippe Séguin. Fillon, tout droit sorti d'un roman provincial, austère et statique.

Comment trouver sa place entre l'extraverti et le taciturne ? Un gros ministère. La mise en œuvre d'une politique capable de répondre aux inquiétudes, voire aux angoisses, nées durant son exil canadien. C'est le rêve de Juppé. Sarkozy lui donne les moyens de le réaliser. Au-delà de leur histoire personnelle, un verbe réunit ces deux ténors de la politique : agir.

La grande idée à mettre en pratique, c'est le développement durable. Juppé se construit un méga ministère de l'Écologie. Il devient numéro 2 du gouvernement Fillon, ministre d'État. Ça flatte l'ego, comme il le reconnaît lui-même dans *Je ne mangerai plus de cerises en hiver*, dont le titre s'explique par sa volonté de préserver l'environnement. Mais surtout, il retrouve un poids politique inespéré. Il peut mettre son expérience au service d'une noble cause. Déjà, en compagnie d'Hubert Védrine et du sociologue Edgar Morin, sous la présidence Chirac, il avait

participé à des réunions sur l'écologie planétaire. Au passage, Edgar Morin avait trouvé Alain Juppé « courtois, affable, intelligent », ajoutant qu'il avait « perdu de sa raideur » et s'était « humanisé »⁵⁸.

Même si la sortie de l'ère du carburant fossile semble difficilement envisageable, le Medad⁵⁹, dirigé par Juppé, est un signe fort allant dans le sens de la protection environnementale. En un mois, l'équipe de Juppé fait un boulot extraordinaire. Édouard Philippe est nommé conseiller spécial. Il est ravi de retravailler avec celui qu'il nomme affectueusement « le chef ».

Le maire du Havre se souvient : « J'ai retrouvé en Juppé les mêmes qualités d'organisation qu'en 2002 pour la création de l'UMP. On était en permanence dans la complicité intelligente. Il fallait faire vite parce que le président Sarkozy avait programmé pour le 21 mai, soit quinze jours après son élection, une première réunion préparatoire au “Grenelle de l'environnement”. »

Réunir l'écologie, l'équipement, les transports, l'aménagement du territoire, l'énergie en un unique endroit, boulevard Saint-Germain, faire travailler ensemble des services peu disposés à se mélanger, agir sous la pression de Sarkozy, qui avait promis durant sa campagne une vraie révolution verte ; tout cela constitue un sacré défi à relever. Et il va l'être. Mais le navire au moment de prendre la mer, change de capitaine. Adieu Juppé ! Bonjour Borloo !

Jean-Louis Borloo. Homme politique centriste, admirateur de la Chine de Mao, au look d'inspecteur Columbo à la recherche de lui-même. L'expérimenté Laurent Fabius l'a exécuté en dix

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

des régionales de 2004, Chirac avait pensé le faire entrer dans le gouvernement Raffarin pour renforcer une équipe désorientée. Il aurait été en quelque sorte le numéro 1 bis capable de remettre de l'ordre dans la maison. Mais le verdict de Nanterre avait réduit à néant les plans de Chirac.

Numéro 2 ; numéro 1 bis ; jamais numéro 1.

Jean-François Probst : « C'est lui qui se met en position de numéro 2, alors qu'il devrait être en pole position. »

Durant l'été 2010, Juppé prépare son grand retour. C'est désormais évident. Jérôme Clément n'y est guère favorable. Il le lui dit. Son condisciple de Louis-le-Grand l'écoute d'une oreille distraite. Il pourrait même être à nouveau Premier ministre. Roger Chinaud, son complice politique, lui rétorque qu'il y a l'inamovible Fillon.

« Chinaud : Vous êtes deux !

Juppé : Quoi, deux ?

Chinaud : Fillon et toi.

Juppé (très irrité) : Fillon, Chirac et moi, on ne l'aime pas ! »

Peut-être. Mais il est toujours là, et bien là, le disciple du regretté Philippe Séguin.

Le 5 juillet, Alain Juppé et Hubert Védrine publient un article en commun dans *Le Monde*. Les deux anciens patrons du Quai d'Orsay s'inquiètent de l'état de délabrement où se trouve le ministère des Affaires étrangères. Quand les deux hommes

s'expriment sur le sujet, on les écoute. « Un nuage d'encens », pour reprendre l'expression de Védrine, flotte au-dessus de leurs têtes. Ils déplorent le peu de moyens financiers dont dispose désormais le MAE. « Les économies ainsi réalisées sont marginales, notent-ils. En revanche l'effet est dévastateur : l'instrument est sur le point d'être cassé, cela se voit dans le monde entier. Tous nos partenaires s'en rendent compte. » Le docteur Kouchner, transfuge de la gauche, patron du Quai d'Orsay, y voit une attaque personnelle. Hubert Védrine : « Ce qui est faux. Mais Kouchner est parano. En revanche, on dénonçait une dérive qui ne remontait pas à quelques mois. On écrivait que le MAE, en vingt-cinq ans, a été amputé de plus de 20 % de ses moyens financiers et en personnels. »

Juppé songe à reprendre du service aux Affaires étrangères. Il fut un excellent ministre sous la présidence Mitterrand. Mais c'est un ministère en prise directe avec l'Élysée, et Sarkozy ne semble guère se préoccuper des états d'âme des diplomates. Juppé hésite. Il y a aussi Claude Guéant, « l'homme qui murmure à l'oreille de Sarkozy⁶² », méthodique et froid, et Jean-David Lévitte, ancien ambassadeur à Washington, les super conseillers en diplomatie du président, qui inquiètent le maire de Bordeaux. Il craint d'être phagocyté dans son entreprise de réhabilitation du Quai. D'avoir des comptes à rendre en permanence. Or, ce temps-là est révolu. On parle également pour lui d'un grand ministère de l'Éducation nationale. Noble tâche, ô combien rude, quand il s'agit de diriger cette maison en période de réductions de postes...

L'été s'achève. Le remaniement se fait attendre. La cote de popularité de Nicolas Sarkozy ne cesse de dégringoler. Quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise, ça ne passe plus. Le tandem Sarkozy-

Juppé s'impose comme une évidence. Dans les périodes de doute, d'instabilité, de trou d'air même, il faut une personnalité qui sache rester « droit dans ses bottes ». Ce qui avait pu, jadis, apparaître comme un défaut est désormais une indispensable qualité.

Alain Juppé, naturellement, ne va pas venir à la rescousse de Sarkozy au premier coup de sifflet. Le Landais goûte la position d'homme providentiel. Hier « repris de justice », comme il le dit lui-même, non sans humour, aujourd'hui prisé, voire adulé. Et ça ne fait que commencer. La juppémania est en route. Alors, oui, il en profite. En septembre, il balance à un Sarkozy interloqué : « Je ne peux pas être ton ministre des Affaires étrangères si tout est téléguidé depuis l'Élysée ! » Le chef de l'État réplique aussitôt : « Mais, enfin, Alain, comment peux-tu imaginer que je ne te laisse pas toutes les marges de manœuvre ? » Sarkozy joue alors du menton et de la dialectique. Juppé, qui pense très vite, l'interrompt : « Tu peux m'écouter une minute ? Aujourd'hui, tu ne serais pas réélu ! »

Il l'a dit. Il a tenu tête à Sarkozy qu'il pratique depuis trente-cinq ans. Pas de silence, pas de feinte, pas de dissimulation. Franc, direct, viril. En un mot, frontal. Sarkozy encaisse. Il ne peut pas faire autrement. Le bateau est fissuré. Le Premier ministre ne le rassure pas. Il est seul face à l'avenir. Essoufflé.

Hubert Védrine analyse : « Sarkozy a besoin d'apaisement, de gens sûrs autour de lui. Il sent qu'il n'est pas à sa place. Il lui faut des fidèles ; des hommes et des femmes qui ont le sens de l'État. Il en existe peu, dorénavant. »

Le secteur privé joue les sirènes avec de mirobolants salaires,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

citoyens. »

À la fin du discours, le Conseil de sécurité adopte la résolution 1973 autorisant des frappes aériennes en Libye. Kadhafi est désormais un paria officiellement sanguinaire. La diplomatie française a repris la main. Cette guerre est juste. Elle doit éviter le massacre de populations civiles.

Entre Kadhafi et Sarkozy, c'est aussi une rivalité d'homme à homme, un combat personnel. Étrangement survolté, Mouammar Kadhafi multiplie les provocations, non pas à l'égard de la France, mais contre Sarkozy. « C'est mon ami, déclare-t-il, mais je crois qu'il est devenu fou. » Il affirme ensuite que la Libye aurait financé la candidature de celui que l'un de ses fils traite mondialement de « clown ».

Quoi qu'il en soit, la diplomatie française a supprimé d'un coup de gomme ses tergiversations face aux révoltes en Tunisie et en Égypte, en reconnaissant, la première, l'opposition armée au régime du colonel Kadhafi comme le seul « représentant légitime » du peuple libyen. Cette détermination semble avoir permis d'éviter un bain de sang à Benghazi, siège de la contestation à Kadhafi. Un ambassadeur de France est même envoyé dans la ville symbole située un millier de kilomètres à l'est de Tripoli. La prudence de certains pays européens est contournée par le dynamisme du président français. Kadhafi doit partir. Ce n'est pas négociable, martèle Sarkozy.

Le tandem Sarkozy-Juppé a fonctionné. Le patron du Quai reconnaît même que l'énergie déployée par celui qu'il appelle désormais Nicolas devant des journalistes déconcertés ne cesse de le bluffer. Mais une mise au point a été nécessaire entre le

président de la République et Alain Juppé.

Bernard-Henri Lévy, quelques jours auparavant, a endossé en douce le costume de ministre des Affaires étrangères, laissant Alain Juppé sidéré. Ce dernier, pourtant, avait déjà croisé sur sa route le philosophe en chemise blanche. C'était en 1994, en plein conflit bosniaque, et Juppé était à la tête de la diplomatie française...

Bref retour en arrière. Fin février 2011, BHL se rend en Libye, accompagné de Gilles Hertzog et du photographe Marc Roussel. Hertzog, Juppé le connaît. Il l'a apostrophé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne et l'a accusé « d'irresponsabilité intellectuelle », à propos de la position de la France dans la guerre de Bosnie-Herzégovine. On prend donc les mêmes et on recommence le travail de sape, semble-t-il. Sauf que là, nous ne sommes plus en période de cohabitation. Du moins, officiellement.

BHL, diplomate officieux, en costume noir et chevelure poivre et sel, rencontre dans Benghazi encerclée par les forces de Kadhafi le responsable du Conseil national de Transition (CNT), Mustapha Abdel Jalil. BHL prend alors son téléphone satellitaire et prévient Nicolas Sarkozy que les membres du CNT sont prêts à venir en France pour le rencontrer. Banco, dit Sarkozy. Il veut la peau de Kadhafi. Après une entrevue nocturne à l'Élysée entre le président de la République, Jean-David Levitte et BHL, il est décidé de reconnaître le CNT et d'échanger des ambassadeurs. Gérard Longuet, ministre de la Défense, n'est pas informé. Quant à Alain Juppé, il est en route pour Bruxelles, où il doit convaincre ses homologues étrangers d'une démarche concertée envers la Libye.

C'est ainsi que le jeudi 10 mars, soit une semaine avant le discours d'Alain Juppé au Conseil de sécurité de l'ONU, les opposants libyens sont reçus à l'Élysée par Nicolas Sarkozy, en présence de BHL et d'Henri Guaino. Le CNT est légitimé. Une photo prise sur le perron du palais présidentiel l'atteste. BHL n'y figure pas. Le médiatique philosophe est sorti par une porte dérobée. Ce qui embarrasse Nicolas Sarkozy, c'est que les opposants à Kadhafi évoquent une probable série de frappes aériennes mettant ainsi le Conseil européen, qui se réunit le lendemain à Bruxelles, devant le fait accompli. Angela Merkel et quelques autres dirigeants n'apprécient guère, et le font immédiatement savoir à Sarkozy.

Relatant par le menu, dans sa revue *La Règle du jeu*, cette séquence de diplomatie ténébreuse, BHL ne cite pas le nom de Juppé qui l'avait raillé au moment de la sortie de son film *Bosna !*, présenté au festival de Cannes 1994.

On reconnaît la bonne santé démocratique d'un État au rôle déclamatoire que jouent les intellectuels. Certains hebdomadaires français affirment que le ministre des Affaires étrangères a été évincé au profit du médiatique BHL. Le terme « dessouder » est même utilisé. Dans l'entourage du chef de la diplomatie française, on remet les pendules à l'heure. On affirme que le numéro 2 du gouvernement, invité à participer à la rencontre entre le président de la République et les représentants libyens, le jeudi 10 mars 2011, « a largement contribué, en amont, à la définition de la stratégie de la diplomatie française ». Même si Alain Juppé aurait préféré que la reconnaissance officielle de l'opposition à Kadhafi ne soit pas limitée à un seul groupe. Et en aval, il a emporté la décision sous les lumières du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

7. Alain Juppé, *Entre nous*, NIL Éditions, 1996.
8. Jérôme Clément, *Le Choix d'Arte*, Grasset, 2011.
9. *Ibid.*
10. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver...*, *op. cit.*
11. *Ibid.*
12. Alain Juppé, Michel Rocard, *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*, JC Lattès, 2011.
13. Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président, scènes de la vie politique 1986-2006*, Flammarion, 2006.
14. *Ibid.*
15. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver...*, *op. cit.*
16. *Ibid.*
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*
20. Le poème est intitulé « Variations égoïstes ».
21. Alain Juppé, *La Tentation de Venise*, *op. cit.*
22. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver...*, *op. cit.*
23. Début du poème « Variations égoïstes ».
24. Alain Juppé, Michel Rocard, *La politique, telle qu'elle meurt de ne pas être*, *op. cit.*
25. *Ibid.*
26. Jean-François Probst, *Chirac et dépendances*, *op. cit.*

27. *De Giscard à Sarkozy. Dans les coulisses de la Ve*, L'Archipel, 2009.
28. Éditions La Table Ronde, 2006.
29. Alain Juppé, *France, mon pays. Lettres d'un voyageur*, Robert Laffont, 2006.
30. Roger Chinaud, *De Giscard à Sarkozy, op. cit.*
31. *Ibid.*
32. *Ibid.*
33. Pascal Louvrier, *Sollers, mode d'emploi*, Éditions du Rocher, 1996.
34. Alain Juppé, *France, mon pays. Lettres d'un voyageur, op. cit.*
35. Alain Juppé, *Montesquieu. Le moderne*, Perrin/Grasset, 1999.
36. Alain Juppé, Serge July, *Entre quatre z'yeux*, Grasset, 2001.
37. Jacques Chirac, *Le Temps présidentiel. Mémoires II*, NIL Éditions, 2011.
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver..., op. cit.*
41. *Le Parisien*, article de Laurent Valdigué du 20/10/2004.
42. *Ibid.*
43. *Ibid.*
44. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver..., op. cit.*
45. *Ibid.*
46. *Ibid.*
47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

49. Nicolas Domenach et Maurice Szafran, *Off. Ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire*, Fayard, 2011.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*

53. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver...*, *op. cit.*

54. Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président, scènes de la vie politique 1986-2006*, Flammarion, 2006.

55. Alain Juppé, *France, mon pays. Lettres d'un voyageur*, *op. cit.*

56. *Ibid.*

57. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver...*, *op. cit.*

58. Extraits d'une lettre à l'auteur, datée du 15 juin 2011.

59. Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables.

60. Alain Juppé, *Je ne mangerai plus de cerises en hiver...*, *op. cit.*

61. Alain Juppé, Michel Rocard, *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*, *op. cit.*

62. Titre de la biographie parue aux Éditions du Rocher, en 2008, et signée Christian Duplan et Bernard Pellegrin.

63. Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président. Scènes de la vie politique 1986-2006*, *op. cit.*

64. Le 7 mai, en réalité.



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 - Perpignan
211/2011

Éditions du Rocher
28, rue du Comte-Félix-Gastaldi
98000 Monaco
www.editionsdurocher.fr

Imprimé en France
Dépôt légal : octobre 2011
N° d'impression :